

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Fin des 35H : même Sarkozy n'y croit pas... encore ?

- Social -

Date de mise en ligne : lundi 28 novembre 2011

Démocratie & Socialisme

► [lire cet article sur le blog de Slovar](#)

L'ennemi juré de l'UMP, ce sont les 35H00, ils l'ont dit, répété lors de leur convention. Problème, le Président « toujours pas candidat » refuse d'intégrer cette suppression, dans son futur programme. Du moins pour l'instant ?

Si l'on en croit l'UMP, qui nous bassine depuis des années avec le « *Travailler plus pour gagner plus* », les 35H00 sont la cause du déclin économique de la France, de la mentalité d'assistés des français et très probablement, des licenciements boursiers, de la crise financière devenue économique, de la délinquance, de l'inégalité hommes femmes, des arrêts maladie, du retour des maladies infectieuses comme la tuberculose, des cancers professionnels comme celui de l'amiante, ...

C'est d'ailleurs pour mettre fin à des situations, dont l'UMP n'assume aucune responsabilité, puisqu'elle doit être dans l'opposition depuis 2007, que les intervenants à la convention nationale ont mis en tête de gondole de leur programme pour 2012, la fin du grand satan, symbolisé par la durée légale du travail à 35H00.

Il est dommage que ces beaux esprits, Hervé Novelli en tête n'aient pas été présents ce matin au Forum Emploi organisé par Pôle Emploi et qui se tenait dans ma commune.

Ils auraient pu y rencontrer des personnes à la recherche d'un emploi ou de quelques heures à glaner, pour leur permettre de simplement payer leur loyer, et se nourrir. Et surtout qui n'aspirent qu'à travailler 35H00. Comme plus de 4,5 millions de français d'ailleurs !

Ils auraient pu constater aussi l'absence des représentants du Medef local qui 3H00 après l'ouverture du forum n'était pas encore arrivé. Mais dans la mesure où l'UMP est le porteur des demandes du Medef, consistant notamment à négocier le temps de travail, ce qui éviterait de payer des heures supplémentaires et d'embaucher de nouveaux salariés, pourquoi perdre du temps à venir regarder quelques centaines de demandeurs d'emplois ?

Cependant, alors que Copé, Kosciusko-Morizet, Daubresse, Novelli [proposaient](#) : **le courage** comme seule réponse efficace contre le chômage et [laissent entendre](#) que ceux qui disposent d'un CDI sont des « privilégiés » on tenait un discours bien différent à l'Élysée !

En effet, comme [l'explique](#) *Le Point* : « (...) la réforme des 35 heures pourrait bien finir au placard. Nicolas Sarkozy n'entend pas reprendre cette proposition à son compte. C'est ce qu'il a signifié lundi soir au patron du parti majoritaire Jean-François Copé, et à Bruno Le Maire, le responsable du projet, lors d'une réunion d'arbitrage du projet à l'Élysée (...) Même si le président n'a pas souhaité aller jusqu'au veto, l'Élysée confirme son scepticisme. " **Nicolas Sarkozy est inquiet au sujet des allègements des charges**", explique un conseiller du président. Ces allègements sont censés compenser le surcoût des 35 heures pour les entreprises et protéger les emplois non qualifiés. **S'ils étaient supprimés, "cela reviendrait à augmenter le coût du travail et risquerait d'entraîner une hausse du chômage (...)** »

Ce qui revient à dire que le concours de celui ou celle qui dit le plus de mal de la durée légale du travail à 35H00 auquel se sont livrés hier soir les responsables de l'UMP n'avait aucune valeur. Du moins pour l'instant.

Mais ce revirement pourrait bien avoir d'autres raisons

Fin des 35H : même Sarkozy n'y croit pas... encore ?

Dans un premier temps, [nous apprend](#) l'AFP : « (...) La croissance du volume d'heures supplémentaires a ralenti au troisième trimestre (...) Le nombre d'heures supplémentaires progresse de 1,1% sur un an, affichant ainsi un net ralentissement par rapport aux trimestres précédents : respectivement +5,8% et +6,3% aux premier et deuxième trimestres (...) et que : (...) l'Acoss souligne que les déclarations d'embauches de plus d'un mois (hors intérim) ont reculé de 5,5% en octobre après un repli de 2% en septembre (...) »

Ensuite parce que, comme [l'expliquait](#) Philippe Cohen sur Marianne2, dans la mesure où la négociation branche par branche et entreprises par entreprises aurait lieu : « On souhaite bonne chance aux négociateurs qui n'auront pas grand chose à proposer en échange du renoncement à l'avantage concédé en 1997 » et pourrait aboutir à un climat propice à l'explosion sociale [décrite](#) par Entreprise & Personnel , le think tank des DRH en octobre dernier

Et enfin, parce que les français sont encore [majoritairement](#) opposés à la fin des 35H00 ! Et comme l'indiquait une enquête IFOP : « (...) 57% des salariés du secteur privé sont opposés à une abrogation (...) », il y aurait un gros risque à proposer la suppression des 35H00, dans un programme électoral !

Néanmoins, rien n'empêchera Nicolas Sarkozy s'il est élu et dispose d'une majorité à l'Assemblée Nationale de lancer un « Grenelle du temps de travail » qui aboutirait sans nul doute à une sortie des 35 heures, branche par branche, et entreprises par entreprises [réclamée](#) à cor et à cri ... par le Medef et l'Afep au profit de ... pas de durée légale du tout, sans la moindre heure supplémentaire !

Oui, mais d'abord, il faut gagner et comme les promesses n'engagent que ceux qui y croient

Mercredi 23 Novembre 2011

J-C Slovar